

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

10 juillet 2014

PLFR POUR 2014 - (N° 2109)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 35

présenté par

Mme Sas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin,  
Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-  
Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili et M. Roumegas

-----

**ARTICLE 4****ÉTAT B****Mission « Écologie, développement et mobilité durables »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Crédits de paiement annulés
Infrastructures et services de transports	0	-12 135 000	0	- 12 135 000
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	-2 022 500	0	-2 022 500
Météorologie	0	-8 747 313	0	-8 747 313
Paysages, eau et biodiversité	0	-17 182 750	0	- 17 182 750
Information géographique et cartographique	0	0	0	0
Prévention des risques	0	-18 202 500	0	- 18 202 500
Énergie, climat et après-mines	0	-10 114 500	0	- 10 114 500
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0	0	0
Innovation pour la transition écologique et énergétique	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique	0	0	0	0
Ville et territoires durables	0	0	0	0
<b>TOTAUX</b>	0	-68 404 563	0	- 68 404 563
<b>SOLDE</b>	+68 404 563		+68 404 563	

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Le texte initial de la loi de finances rectificative propose d'annuler plus de 287 millions d'euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement de la mission « Écologie ». Sont notamment concernés les programmes « Infrastructures et services de transports », « Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture », « Météorologie », « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines ».

Les écologistes considèrent que la transition écologique et énergétique doit être une priorité de l'action de l'État. Les programmes concernés participent activement à ces actions et nécessitent donc des investissements sur le long terme.

C'est la raison pour laquelle le Groupe Écologiste propose, par le présent amendement, de préserver les sommes qui doivent être consacrées à ces investissements durables.